

LE CHIFFRE DU MOIS

519 000 Rohingya
se sont réfugiés au Bangladesh
depuis le 25 août 2017
fuyant les exactions de l'armée birmane
(UNHCR, le 9 octobre 2017)



LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Les violences à l'encontre des Rohingya. L'escalade des violences de la part de l'armée birmane à l'encontre des Rohingya s'est faite sur plusieurs mois, et s'est intensifiée durant le mois d'août, notamment en raison de plusieurs cas de meurtres et de disparitions. L'instabilité est allée de pair avec la militarisation croissante de l'Etat d'Arakan, notamment à partir du 10 août 2017. Peu après, la rapporteuse spéciale pour les droits de l'Homme en Birmanie Yanghee Lee avait exprimé de sérieuses inquiétudes quant à la militarisation croissante, et exhorté le gouvernement de s'assurer que les forces de sécurité respectaient les droits humains lors de leurs opérations au nord de l'Etat d'Arakan. Pourtant, des représentants politiques ont évoqué l'utilisation par l'armée birmane d'artillerie lourde.

Le 25 août, les violences se sont largement accrues dans les townships de Maungdaw et de Buthidaung, après que des individus soupçonnés d'être liés à l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA) aient lancé une attaque simultanée d'une trentaine de postes de police et d'une base militaire. L'ARSA a revendiqué les attaques via un compte twitter et son leader, Atallah Abu Ammar Junini, a précisé que l'ARSA n'avait aucune connections avec des groupes terroristes internationaux, précisant que leur agenda était national et que leur premier objectif était de « libérer les peuples de l'oppression déshumanisée perpétrée par tous les régimes birmanis consécutifs ».

Le Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme des Nations Unies Zeid Ra'ad Al Hussein a précisé que « la tournure des événements était déplorable. C'était prédictible, et aurait pu être évité », rappelant que les décennies de violations systématiques des droits de l'Homme, dont la réponse très violente de l'armée birmane aux attaques d'octobre 2016, avaient très certainement contribué à encourager un extrémisme violent.

Après le 25 août, des combats ont éclaté dans l'Etat d'Arakan, provoquant la mort de civils et entraînant des dizaines de milliers de personnes à fuir leurs villages. L'armée birmane a mené des opérations « de nettoyage » terriblement violentes, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Ces opérations militaires ont ainsi entraîné un exode sans précédent, poussant plus d'un demi-million (519 000 selon les chiffres les plus récents de l'UNHCR) de Rohingya à se réfugier au Bangladesh. Du côté bangladais, les organisations humanitaires ont bien du mal à faire face à cet afflux massif de population et les conditions de vie des réfugiés sont particulièrement difficiles. Les camps ne sont plus en mesure d'accueillir de nouveaux réfugiés, qui s'installent là où ils le peuvent. D'autre part, les témoignages des réfugiés évoquent des milliers de personnes qui n'ont pas réussi à traverser la frontière et qui se cachent dans l'Etat d'Arakan afin de fuir les opérations de l'armée, sans avoir accès à une assistance humanitaire cruellement nécessaire.

Le 11 septembre, le Haut-Commissaire des Droits de l'Homme Zeid Ra'ad Al Hussein a décrit la situation comme **un « exemple classique de nettoyage ethnique »**, évoquant les nombreux rapports que les Nations Unies ont reçus documentant des incendies volontaires de bâtiments appartenant à des Rohingya par les militaires ou par des milices locales, ainsi que des descriptions conséquentes de meurtres extra-judiciaires. Le 25 septembre, Human Right Watch a déterminé que les actions commises par les forces de sécurité sont comparables à des **crimes contre l'humanité** (déportation, meurtres, viols et violences sexuelles, persécutions). De nombreux survivants Rohingya ont décrit des attaques systématiques et coordonnées sur les populations civiles.



La commission Annan. Les conclusions de la Commission consultative sur l'État d'Arakan – présidée par Kofi Annan – ont été publiées le 24 août, juste avant la dramatique escalade de violence. Le rapport a encouragé le gouvernement à prendre en considération ses 88 recommandations pour la paix, la stabilité et le développement dans l'État d'Arakan. Les principales recommandations sont liées à un partage des richesses issues de l'extraction des ressources de l'État d'Arakan, à une compensation adéquate suite à des accaparements des terres, l'urgence de reconnaître la liberté de mouvement des Rohingyas, et encourage le gouvernement à accélérer le processus de vérification de citoyenneté basé sur la loi sur la citoyenneté de 1982 largement contestée par de nombreuses organisations de la société civile, tout en rappelant la nécessité d'amender cette loi, mais aussi la nécessité de surveillance des "performances" des forces de sécurité.

La réponse de la communauté internationale. Devant la gravité de la situation, de nombreux États ont appelé la Birmanie à cesser les violences et à permettre un accès humanitaire sans entraves dans l'État d'Arakan, où se déroulent les opérations de l'armée birmane. Pourtant, malgré la campagne de nettoyage ethnique des Rohingyas et les nombreux témoignages des réfugiés, les réactions de la communauté internationale sont loin d'être à la hauteur. De réels leviers de pression doivent être appliqués, notamment à travers la réinstauration de sanctions ciblées (notamment les interdictions de visa) de militaires de haut-rang ; et l'instauration d'un embargo sur la vente d'armes et de tout type d'équipements militaire au niveau des Nations Unies.

Une réunion publique Conseil de Sécurité sur la Birmanie s'est tenue pour la première fois en neuf ans. Cependant, aucune résolution commune n'a pu être adoptée en raison de l'opposition de la Chine et de la Russie.

Le gouvernement birman s'est dit prêt à organiser les retours des réfugiés Rohingyas en Birmanie. Cependant, les déclarations à ce sujet sont restées floues. Alors que les opérations militaires continuent dans certaines zones de l'État d'Arakan, nous sommes à même de nous demander comment le gouvernement pourrait assurer un retour volontaire et en toute sécurité des centaines de milliers de réfugiés Rohingyas.



Une crise humanitaire de grande ampleur. Les organisations humanitaires et l'UNHCR ne sont pas en mesure de faire face à l'arrivée massive de centaines de milliers de réfugiés au Bangladesh alors qu'ils étaient déjà autour de 400 000 au Bangladesh avant cette dernière vague de violence, tandis que l'accès humanitaire à certaines zones du nord de l'État d'Arakan est largement limité. Les Rohingyas se retrouvent alors dans des conditions de vie déplorables. L'UNHCR a rapporté que la grande majorité des réfugiés étaient des femmes, notamment avec des nouveaux nés, et des familles avec des enfants. Un porte-parole du Programme Alimentaire Mondial au Bangladesh a rapporté que les réfugiés arrivaient avec de graves carences nutritionnelles, ayant été coupés d'un approvisionnement alimentaire suffisant, potentiellement pendant plus d'un mois.

Le verdict du Tribunal Permanent des Peuples est sans appel : la Birmanie serait coupable d'un génocide, de crimes de guerres et de crimes contre l'humanité. « L'Etat Birman est pleinement responsable du génocide du peuple Rohingyas, et est également responsable d'intentions génocidaire à l'encontre des minorités Kachin, et musulmanes, mais aussi de crimes de guerre à l'encontre des Kachin et de crimes contre l'humanité envers les Kachin et les minorités musulmanes ». Le Tribunal a élaboré 17 recommandations afin de favoriser la paix et le respect des droits de l'Homme en Birmanie (notamment la cessation des violences, un accès humanitaire et médiatique sans entrave dans les zones de conflits, que tous les peuples soient considérés comme citoyens à part entière, l'abolition de la représentation militaire au Parlement, l'amendement de la Constitution de 2008 et la poursuite des responsables des violations des droits de l'Homme).

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Les conflits s'intensifient dans les États Kachin et Shan du Nord. De nombreux affrontements ont eu lieu entre l'armée birmane et certains groupes ethniques armés. Les affrontements ont été particulièrement violents avec la Ta'ang National Liberation Army (TNLA), provoquant la mort d'une femme le 5 août et le déplacement d'une centaine de personnes. Alors que la communauté internationale se concentre sur la situation dans l'État d'Arkan, l'armée birmane intensifie ses offensives dans le nord de l'Etat Shan, et renforce la militarisation dans des zones proches de la TNLA.

D'autre part, le 19 septembre, 6 soldats de l'armée birmane ont confessé le meurtre de trois civils Kachin le 25 mai 2017. Ces trois personnes vivaient dans le camp de déplacés internes Mai Hkwang.

À partir du début du mois d'octobre, tous les réfugiés et les déplacés internes des États Shan et Kachin ne seront plus en mesure de recevoir une assistance alimentaire.

Des combats ont également éclaté dans l'État Chin, entre l'armée birmane et l'Arakan Army (AA). Selon le porte-parole de l'AA, les militaires seraient entrés sur leur territoire, tandis que l'armée birmane dénonce que l'AA a attaqué des soldats alors que ceux-ci conduisaient des opérations de « sécurité et de stabilité » dans la région.

Les discussions pour la paix. Le 11 août, Aung San Suu Kyi a ouvert un forum sur la transition démocratique afin de discuter la transition d'une administration militaire à une administration civile ; d'une économie centralisée à une économie décentralisée, et de la guerre à la paix. Aung San Suu Kyi a rappelé que la première priorité du gouvernement était le processus de paix et a encouragé les individus à oublier le passé dans le but d'atteindre la réconciliation nationale. La rencontre s'est concentrée sur les relations civilo-militaires. Des représentants du gouvernement civil ont suggéré que l'armée soit sous un contrôle civil, ce qui pourrait résoudre de nombreux problèmes, tandis que le personnel militaire a affirmé que l'armée birmane ne pouvait pas être écartée des affaires politiques car le gouvernement civil n'était pas en mesure de résoudre les problèmes par lui-même.

Un ancien enfant soldat a été arrêté par l'armée birmane pour avoir raconté son histoire à la presse. Lors de son interview à Radio Free Asia – Myanmar, Aung Ko Htway a raconté qu'en octobre 2005, il avait été kidnappé par un responsable militaire puis vendu sur un marché à un autre soldat. Après une tentative de fuite, Aung Ko Htway a été arrêté et mis en prison pour un motif de vol et meurtre du propriétaire d'une moto. Ne pouvant pas supporter les conditions d'emprisonnement, Aung Ko Htway a signé un document se désignant coupable alors qu'il clamait son innocence depuis des mois, et a ainsi été condamné à mort. De manière inespérée, Aung Ko Htway avait été libéré par une amnistie présidentielle. Mais depuis, il a de nouveau été arrêté par l'armée birmane pour avoir raconté son histoire à la presse.



Après avoir été détenus en prison pendant plus de deux mois, la Cour de Hsipaw a abandonné les charges contre trois journalistes des médias The Irrawady et Democratic Voice of Burma (DVB) et de trois autres personnes arrêtés en même temps. Ils étaient poursuivis alors qu'ils couvraient un événement organisé par le groupe armé Ta'ang (TNLA) dans le nord de l'État Shan pour la journée internationale contre la toxicomanie et le trafic illicite de stupéfiants. Les charges auraient été abandonnées car la TNLA est engagée dans des discussions de paix avec le gouvernement.

Le ministère de la défense refuse de relocaliser une dangereuse usine d'acide sulfurique. Un député birman avait proposé devant le parlement de relocaliser une usine d'acide sulfurique de la région de Sagaing. Cette usine produit de l'acide sulfurique afin d'approvisionner les mines de cuivre de Letpadaung, Sabetaung et Kyisintaung. Elle est exploitée par l'UMEHL (Union of Myanmar Economic Holdings Limited), elle-même détenue par l'armée birmane. Le député Win Thein Zaw a soulevé les préoccupations locales autour des impacts sanitaires et environnementaux, mais le vice-ministre de la Défense a nié ces accusations et a précisé que l'usine contribuait au développement national. Amnesty International a appelé, quelques jours plus tard, à la délocalisation de l'usine en raison de problèmes sanitaires tels que des problèmes respiratoires, liés à la peau et aux yeux, tout en dénonçant un conflit d'intérêt du fait que le Ministère de la Défense décide de la régulation des opérations d'une entreprise détenue par l'armée birmane.



LES FOCUS DU MOIS**DÉCLARATION DU RÉSEAU EUROPÉEN SUR LA BIRMANIE CONCERNANT LA CRISE ROHINGYA**

Le 14 septembre 2017

La réaction de l'Union Européenne sur la situation dans l'Etat d'Arakan est totalement insuffisante et inappropriée.

Les membres du Réseau européen pour la Birmanie sont profondément préoccupés par la réponse totalement insuffisante de la communauté internationale face aux violations des droits de l'homme et humanitaires qui ont lieu en Birmanie.

Madame Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, a publié une première déclaration le 6 septembre 2017, presque deux semaines après le début de la crise, puis une seconde le 11 septembre. Aucune de ces déclarations ne mentionne le nom des Rohingya. Le 6 septembre 2017, le Service Européen pour l'Action Extérieure n'a pas non plus condamné explicitement l'armée birmane pour les attaques contre les Rohingya dans son dernier communiqué, déclarant simplement: « Les forces de sécurité participant aux opérations en cours ont le devoir de faire preuve d'un maximum de retenue et de protéger les civils non armés. Il est urgent que les tensions, de toutes parts, s'apaisent et que le droit international relatif aux droits de l'homme soit pleinement respecté ».

Les événements actuels en Birmanie constituent probablement la prise crise humanitaire, mais aussi des droits de l'Homme que le pays a connu depuis des décennies.

En seulement trois semaines:

- Les chiffres officiels indiquent que des centaines de personnes ont été tuées par les militaires. Des sources fiables parlent de 4 500 morts, d'autres de plus de 8 000 morts.
- Plus de 35 000 habitations de familles Rohingya et 140 villages ont probablement été détruits.
- Selon les estimations de l'ONU, 370 000 Rohingyas ont fui vers le Bangladesh depuis le 25 août. Au moins 100 000 sont peut-être encore en Birmanie après avoir fui leur domicile.
- Plus de 40 000 Rohingya sont piégés dans zones montagneuses, sans nourriture, ni médicaments, ni abris.
- La population se voit refuser une assistance vitale.
- Des rapports indiquent que l'organisation Rohingya (ARSA- Arakan Rohingya Salvation Army) cible les populations Arakanaises et Hindous, mais aussi que des Arakanais attaquent des villageois Rohingya.
- Le gouvernement et leurs porte-paroles continuent de nier les abus qui se produisent et exacerbent les tensions.
- Le gouvernement et ses porte-paroles accusent à tort les ONG internationales et les Nations Unies d'aider les « terroristes ».

- Des témoignages récents indiquent que des enfants sont brûlés vivants, et mentionnent des cas torture et d'autres violations des droits de l'homme.

L'Union Européenne doit cesser d'émettre de simples déclarations qui n'ont aucun impact et doit mettre en œuvre des actions concrètes pour aider à la cessation des attaques contre les Rohingya. Il est tout à fait inacceptable que l'Union Européenne ne nomme pas les Rohingya par le nom de leur groupe ethnique lorsqu'elle se réfère à eux, alors même qu'ils sont victimes de terribles persécutions. L'Union Européenne doit maintenant utiliser ses pouvoirs pour faire pression sur le Commandant-en-chef birman des Armées, le Général Min Aung Hlaing, à travers plusieurs canaux. L'Union européenne et ses Etats membres devraient:

- > Instaurer une pression diplomatique publique et privée sur l'armée birmane
- > Adopter une position commune interdisant l'approvisionnement de l'armée birmane de tous types d'équipements et mettre fin à tous les programmes de formation et de coopération avec les militaires
- > Soutenir et travailler à la mise en place d'un embargo des Nations Unies sur les armes à l'encontre de l'armée birmane
- > Émettre une interdiction de visa pour les militaires haut-gradés, à l'exception de leur venue pour des réunions spécialement consacrées aux droits de l'homme et à la démocratie
- > Soutenir une résolution d'urgence sur la situation en Birmanie au Conseil des droits de l'Homme
- > Réinstaurer la résolution sur les droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Birmanie
- > Fournir des fonds supplémentaires pour répondre aux besoins des réfugiés au Bangladesh
- > Tout engagement avec l'armée birmane doit être un engagement critique. L'Union Européenne devrait également préciser au gouvernement birman que tout soutien et coopération futurs seront conditionnés à un changement majeur de politique envers les Rohingya.

Signataires: *Actions Birmanie, Association Suisse Birmanie, Burma Action Ireland, Burma Campaign UK, Burmese Rohingya Organisation UK, Christian Solidarity Worldwide, Info Birmanie, Norwegian Burma Committee, Olof Palme International Center, Society for Threatened Peoples – Germany, Swedish Burma Committee*

DIX ANS APRÈS LA RÉVOLUTION SAFRAN ...

En août et septembre 2007, de grandes manifestations populaires avaient secoué la Birmanie, connues sous le nom de Révolution de Safran. Alors que le pays était aux mains de la junte militaire, le régime avait brutalement augmenté les prix du pétrole et du gaz, ce qui a eu des conséquences directes avec une forte hausse des denrées de base et des transports en commun. Des civils, ensuite rejoints par les moines, ont manifesté. Des dizaines de milliers de personnes étaient dans les rues, d'abord à Rangoun, puis dans d'autres grandes villes du pays. Ils dénonçaient en premier lieu la décision arbitraire d'augmentation du pétrole et du gaz par la junte militaire. Puis les revendications ont naturellement intégrées une vision plus large, réclamant la baisse des prix et l'amélioration des conditions de vie, mais également une plus grande liberté politique et le respect des droits de l'Homme.

Mais la junte a rapidement fait taire ce mouvement naissant. Les manifestations ont été brutalement réprimées, faisant plusieurs morts. Les actes de l'armée birmane avaient suscité une indignation générale, et une déclaration publique du Conseil de Sécurité des Nations Unies évoquant ses regrets et appelant à la

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Il y a dix ans, le correspondant d'Amnesty International en Asie du Sud-Est, Oliver Meiler, écrivait :

« Tout cela devrait suffire pour une condamnation massive et sans équivoque de ce sombre régime. Pourtant, le Conseil de sécurité de l'ONU se déchire à propos des intérêts économiques et des intérêts stratégiques de deux de ses membres permanents (Chine et Russie). La communauté internationale est seulement parvenue, en fin de compte, à exprimer ses «regrets» à propos de la sanglante répression birmane – et l'asphyxie d'un fragile espoir, couleur safran, qui n'aura duré que deux semaines à l'automne 2007. »



À l'époque, la Chine et l'Inde avaient des vues sur la Birmanie, qui représentait un accès maritime via le golfe du Bengale. Un gazoduc était prévu, il devait traverser la Birmanie jusqu'à la Chine. Aujourd'hui, le gazoduc s'est construit, et il y a également un oléoduc, reliant l'État d'Arakan à la province du Yunnan, en Chine. L'entreprise publique chinoise CITIC est majoritaire dans le projet de Zone Économique Spéciale de Kyaukpyu, situé dans l'État d'Arakan. Un immense port en eau profonde y est prévu, prenant part à l'énorme projet chinois de la « Nouvelle route de la soie » (« One Belt One Road »). Depuis dix ans, la Chine, premier investisseur en Birmanie, a gagné du terrain.

Malgré un contexte différent, les schémas se répètent ... L'histoire fait cruellement écho à la situation actuelle. Le 28 septembre 2017, dix ans après la révolution de Safran, le Conseil de sécurité des Nations Unies a tenu une réunion publique sur la Birmanie pour la première fois depuis 2009. Il y a abordé les opérations menées par l'armée birmane dans l'État d'Arakan, ayant poussé près d'un demi-million de Rohingyas à se réfugier au Bangladesh. Les organisations de la société civile, alertant depuis bien longtemps sur la situation, exigent du Conseil de Sécurité qu'il aille plus loin que de simples appels qui restent sans réponses, notamment à travers l'instauration d'un embargo sur la vente d'armes et de tout type d'équipements militaires en Birmanie. Mais il n'en est rien. Malheureusement sans surprise, la Chine et la Russie ont réitéré leur soutien aux autorités birmanes. Le représentant chinois a annoncé « Nous soutiendrons la Birmanie pour qu'elle rétablisse la situation. Nous espérons que la sécurité pourra être rétablie et que la population n'aura pas à souffrir, afin que le développement économique du pays puisse être garant ».

Dix ans après la Révolution de Safran, nous nous souvenons de ces manifestations. Les évolutions du pays sont notables quand l'on compare aux libertés dont disposaient les citoyens, notamment avec la victoire aux élections de 2015 de la Ligue Nationale pour la Démocratie, démocratiquement élu et quelques victoires amenant plus de libertés. Mais les récentes opérations de l'armée birmane d'une violence sans précédent à l'encontre de Rohingyas dans l'État d'Arakan, qui se poursuivent en toute impunité depuis plus d'un mois et ont poussé des centaines de milliers de Rohingyas à se réfugier au Bangladesh, montrent que l'armée est toujours au pouvoir en Birmanie. Qui plus est dans une position confortable, les critiques se concentrant essentiellement sur Aung San Suu Kyi. La Chine et la Russie restent fidèles à leurs positions, protégeant leurs intérêts économiques, permettant à l'armée de poursuivre les massacres malgré la dénonciation, par des représentants de l'ONU, d'un nettoyage ethnique.